
Olivier Berton, *Quelle(s) finalité(s) pour l'enseignement d'une « histoire LGBT » ? Enquête menée auprès de professeur.e.s d'histoire du secondaire dans des établissements scolaires de l'État de Californie*

Mémoire de Master 2 Didactique des disciplines – Didactique de l'histoire-géographie, Université Paris Diderot, sous la direction de Patrick Garcia, soutenu le 25 septembre 2019



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/4797>

ISSN : 2102-5886

Éditeur

Association Mnémosyne

Référence électronique

« Olivier Berton, *Quelle(s) finalité(s) pour l'enseignement d'une « histoire LGBT » ? Enquête menée auprès de professeur.e.s d'histoire du secondaire dans des établissements scolaires de l'État de Californie* », *Genre & Histoire* [En ligne], 24 | Automne 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 09 avril 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/4797>

Ce document a été généré automatiquement le 9 avril 2020.



Genre & histoire est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Olivier Berton, *Quelle(s) finalité(s) pour l'enseignement d'une « histoire LGBT » ? Enquête menée auprès de professeur.e.s d'histoire du secondaire dans des établissements scolaires de l'État de Californie*

Mémoire de Master 2 Didactique des disciplines – Didactique de l'histoire-géographie, Université Paris Diderot, sous la direction de Patrick Garcia, soutenu le 25 septembre 2019

- 1 En 2011, à la suite de la promulgation d'une loi intitulée *FAIR Education Act*, l'État de Californie a été le premier au monde à rendre obligatoire dans les *curricula* scolaires l'enseignement d'une « histoire LGBT ». En 2019, des lois similaires ont été promulguées dans les États du New Jersey, du Colorado et de l'Illinois. Quelques mois plus tôt, en novembre 2018, le gouvernement écossais devenait la première entité politique européenne à adopter une recommandation allant dans le même sens. En France, où l'enseignement de l'histoire du genre a bien du mal à s'imposer, l'inclusion dans les programmes d'une « histoire LGBT » apparaît comme un horizon très lointain, d'autant que ce champ de recherche souffre encore, de ce côté-ci de l'Atlantique, d'un déficit de reconnaissance et qu'il nourrit dans nos universités des accusations de militantisme. Or ce qui se joue actuellement en Californie peut être considéré comme un modèle à partir duquel il est possible de construire une réflexion sur ce que devrait/pourrait être une intégration des problématiques de l'histoire du genre et des sexualités dans l'histoire scolaire.
- 2 L'objet de ce mémoire de master a été d'interroger, dans le cadre de la sociologie du *curriculum* (conceptualisée dans les pays anglo-saxons et introduite en France dans les années 1980 par Jean-Claude Forquin), les différentes finalités en jeu dans l'enseignement de l'« histoire LGBT ». Pour cela, une enquête a été réalisée sous forme

d'entretiens auprès d'un corpus de sept professeur.es d'histoire d'établissements secondaires, enseignant dans des districts scolaires¹ progressistes (correspondant globalement aux métropoles de la côte ouest) ou conservateurs (majoritaires dans la partie centrale de la Californie). L'objectif de ces entretiens était de mettre en évidence les finalités apparaissant de façon dominante dans les discours des enseignant.es, en les comparant avec celles qui étaient déclarées dans le texte de loi et dans les discours des acteurs politiques et sociaux.

3 Trois types de finalités se retrouvent dans les strates successives du processus d'élaboration et de mise en œuvre du *FAIR Education Act* :

- des finalités identitaires prédominantes dans le texte de loi lui-même (lequel rend obligatoire « l'étude du rôle et des contributions [des personnes LGBT] au développement économique, politique et social de la Californie et des États-Unis² ») et qui consistent, en « dé-invisibilisant » les minorités sexuelles, à permettre aux élèves LGBT de construire des modèles d'identification — or cette volonté de promouvoir des figures historiques « LGBT » désignées comme exemplaires n'est pas sans poser des problèmes tout à la fois historiographiques, épistémologiques et didactiques ;
- des finalité civico-morales qui sont au cœur de l'argumentaire des promoteurs de la loi (notamment les associations militantes LGBT), lesquels assignent à l'enseignement de l'« histoire LGBT » le rôle de remédier aux problèmes d'homophobie, de biphobie et de transphobie en contexte scolaire — responsables, selon de nombreuses études médicales menées outre-Atlantique, des taux très élevés de dépressions et de suicides chez les adolescent.es LGBT ;
- enfin, des finalités intellectuelles ou critiques (basées sur l'apprentissage par l'élève d'outils d'analyse lui permettant de penser le monde), clairement mises en avant dans les nouveaux programmes d'histoire, lesquels intègrent de façon transversale des problématiques propres à l'histoire du genre et des sexualités.

4 L'hypothèse de départ était que les finalités identitaires et civico-morales seraient prédominantes dans les discours produits par les enseignant.es, du fait, d'une part, de la tradition curriculaire anglo-saxonne, axée sur le développement moral de l'élève, et, d'autre part, de l'approche majoritairement multiculturelle de l'éducation aux États-Unis, en lien avec une politique des identités très éloignée de l'universalisme républicain français. De fait, l'enquête a permis de confirmer en grande partie cette hypothèse. Seul un enseignant a exprimé une réticence envers les revendications de certains groupes sociaux à « entrer » dans l'histoire scolaire, notamment par crainte que cela se fasse au détriment des finalités intellectuelles de son enseignement. À titre de comparaison, il est permis de penser que cette tension entre finalités identitaires/civico-morales et intellectuelles se serait retrouvée de façon beaucoup plus prononcée dans les discours d'enseignant.es français.es, au regard des quelques études menées en France sur la question des finalités de l'histoire scolaire, lesquelles montrent un très fort attachement des professeur.es d'histoire à la fonction critique de leur enseignement, ainsi qu'une méfiance de leur part envers les injonctions institutionnelles et les demandes sociales venues de l'extérieur³.

5 L'enquête a également fait ressortir une tendance importante chez les enseignant.es interrogé.es à ramener l'« histoire LGBT » à une histoire du mouvement LGBT et, de façon plus réductrice encore, à la lutte de la militance assimilationniste LGBT pour l'acquisition de nouveaux droits. Ces enseignant.es semblent ainsi laisser à la porte de la classe le potentiel subversif de l'historicisation des catégories sexuelles, ce qui

aboutit, en somme, à une déssexualisation des enjeux de l'enseignement de l'histoire des sexualités. Dans le pire des cas, certain.es professeur.es refusent tout bonnement d'enseigner ces nouveaux contenus, pour des raisons politiques, religieuses et/ou homophobes (« *I don't want to teach kids about being gay* », affirme ouvertement l'un d'eux).

- 6 Par ailleurs, il est intéressant de noter que l'analyse des discours des enseignant.es montre également une tendance à la naturalisation des catégories sexuelles. Si cette conception s'oppose à la pensée constructiviste dominante en histoire du genre et des sexualités, elle ne doit pas pour autant étonner, car elle s'inscrit au fond dans le prolongement des discours du militantisme assimilationniste LGBT, pour qui l'essentialisation des identités de genre et sexuelles est un outil de légitimation de la lutte pour de nouveaux droits.
- 7 Enfin, d'une façon plus attendue, cette enquête a mis en évidence un problème crucial : celui de la formation des enseignant.es en histoire du genre et des sexualités. Plus que le volontarisme politique ou l'évolution de la société vers une plus grande « reconnaissance » des minorités sexuelles, c'est en effet la mise en place de dispositifs de formation par l'État, en lien avec la recherche universitaire, qui apparaît comme la condition *sine qua non* à l'inclusion dans le curriculum d'un enseignement critique de l'histoire du genre et des sexualités.

NOTES

1. Dans le système scolaire américain, le district scolaire est une autorité placée sous la responsabilité de l'État local, ayant la charge de gérer les établissements scolaires publics sur un territoire déterminé.

2. SB-48, Leno. Chapter 81. FAIR Education Act (2011). In : State of California. *California Legislative Information* [En ligne]. Sacramento, CA : California State Legislature, 14 juillet 2011. [https://leginfo.ca.gov/faces/billTextClient.xhtml?bill_id=201120120SB48]. (Consulté le 22 juillet 2019).

3. Nicole Tutiaux-Guillon, « Mémoires et histoire scolaire en France : quelques interrogations didactiques », *Revue française de pédagogie*, n° 165, 2008, p. 31.